UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Démographie et développement économique au Burundi : une étude comparée entre un milieu rural et un milieu urbain, pp. 39-63

NSABIMANA Audace

1988-03

UB, Cahiers du CURDES

https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/578

NSABIMANA Audace, Démographie et développement économique au Burundi : une étude comparée entre un milieu rural et un milieu urbain, pp. 39-63, Cahiers du CURDES n° 6, Mars 1988.

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

DEMOGRAPHIE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE AU BURUNDI
UNE ETUDE COMPAREE ENTRE UN MILIEU RURAL ET UN MILIEU URBAIN

Par NSABIMANA Audace.

INTRODUCTION

Actuellement, la variable démographique est l'une des préoccupations majeures du Burundi. Alors qu'elle est restée pendant longtemps mal connue, elle vient de prendre une allure qui ne peut plus laisser les autorités indifférentes. En effet, la course entre la population et l'économie est engagée et il semble que la première variable prend de plus en plus le dessus. C'est ainsi qu'en juillet 1983, au cours de sa 14ème session ordinaire, le Comité Central du Parti a "analysé et défini la politique de la planification familiale et du contrôle démographique" (1). Désormais la variable démographique sera facilement prise en compte dans la planification des ressources du pays, et il sera possible de contrôler le déséquilibre tendantiellement croissant entre la population et les ressources.

Le problème du Burundi consiste à maîtriser une population prolifique dont le taux de croissance défie la disponibilité des ressources. Il doit, sinon déphaser les rythmes de croissance des deux variables et cela en faveur de la variable ressources, du moins maintenir le statu-quo. Les autorités averties peuvent-elles laisser la population en croissance libre ? Non. Cependant, les moyens à mettre en oeuvre pour venir à bout de ce problème restent une question épineuse. Et les délais qui interviennent dans cette maîtrise constituent un surcroît de difficulté.

Le modèle de fécondité du Burundi révèle une préférence manifeste de la société envers une progéniture nombreuse, de laquelle elle tire plus d'un avantage. Réussira-t-on donc à convaincre le paysan que le planning familial est nécessaire pour l'équilibre familial ? C'est un pari difficile. Il semble qu'on ne peut le gagner sans une étude préalable des nombreux facteurs qui font préférer une famille nombreuse. Il faut

d'abord étudier le fondement de la logique du couple paysan. On découvrira que le modèle de fécondité n'est pas déterminé au hasard et qu'il y a des facteurs sur lesquels il faut agir pour tenter une action interventionniste. Les quelques pages qui suivent constituent une analyse des déterminants de la fécondité. Pour des raisons diverses, le couple urbain de Mutanga n'aime pas une progéniture nombreuse autant que le couple rural de Kiganda. Certainement que si le milieu rural connaissait moins de misère, le couple rural afficherait une attitude plus flexible à l'égard du malthusianisme.

1. SITUATION DEMOGRAPHIQUE DU BURUNDI

La population du Burundi s'élève actuellement à plus de 4.5 millions d'habitants, pour une superficie de 27.834 km2. Ces deux nombres donnent une densité de plus de 174 habitants au km2 - l'une des plus fortes d'Afrique. Cette population évolue au taux de 2.65 % par an, rythme fort inquiétant pour les autorités. Si les tendances se maintiennent, les problèmes persisteront, du moins à court terme. D'après le Recensement Général de la Population (1979), la population du Burundi a une structure qui laisse entrevoir le maintien des difficultés que le pays semble connaître aujourd'hui. Il est dit que 42,5 % de la population ont entre 0 et 14 ans, tandis que 53,2 % seulement correspondent à l'effectif de la population active (ceux de 15 à 64 ans). De ces chiffres se dégagent deux conclusions. D'une part, une grande partie de la population est prête à procréer et d'autre part, la population étant trop jeune, les inactifs constituent une forte charge pour le pays. Le taux de dépendance démographique est de 88 %, ce qui veut dire qu'une personne active doit supporter presque tous les besoins d'une autre personne. Et il semble que dans l'immédiat, il n'y a rien qui puisse modifier cette structure des âges.

Les indices démographiques abondent dans le même sens. Le taux de natalité demeure élevé, alors que le taux de mortalité n'a pas été réfractaire à l'influence des progrès de la médecine. Le premier était estimé à 45 o/oo en 1960 et il garde le même niveau aujourd'hui. Par

ailleurs, le second est passé de 25 o/oo à 19 o/oo pendant la même période (2). Il en a résulté une augmentation cumulative de l'effectif de la population. Non seulement celle-ci a évolué au taux de croissance constant, mais le taux de croissance lui-même a subi une variation en hausse. Selon les estimations, il est passé de 1.4 % à 2.2 % par an entre les décennies 1960 et 1970 (3). Au taux de 3 % par an, la Banque Mondiale estime qu'en 1990, la population du Burundi s'élevera à 5 millions. En 2000, cet effectif sera porté à 7 millions. En 2045, le pays atteindra le niveau de remplacement, tandis que le stade stationnaire sera atteint en 2155, où la population s'élevera à 26 millions. Actuellement, le taux net de reproduction est de 2.13, ce qui veut dire que chaque fois, les générations sont doublement remplacées (4). Nous ne partageons pas la crainte de J.B. Pichat, pour qui un jour la population du monde sera distribuée selon la densité d'un habitant au m2 (5), mais il est possible que nous atteignions sous peu la densité critique de la population (en abrégé DCP), si rien n'est fait. Celle-ci est définie comme étant la concentration humaine maximale admissible dans l'environnement actuel avant que le sol ne s'appauvrisse (6). D'une manière générale, nous dirions que c'est la densité maximale permise par un écosystème donné (7).

Effectivement, suite à la surcharge démographique dont les terres font l'objet, elles deviennent de moins en moins généreuses. Le morcellement et la dégradation ne cessent de les diminuer en étendue et en valeur. Ces phénomènes sont consécutifs tant à la croissance démographique qu'aux phénomènes naturels d'érosion. Les résultats de nos travaux de terrain, effectués en commune rurale de Kiganda, confirment la dégénérescence du patrimoine naturel. Ainsi 97,5 % de nos enquêtés trouvent que leurs terres ont diminué, tandis que 70 % les trouvent insuffisantes. 30 % seulement sont à peu près satisfaits. La récolte d'aujourd'hui est faible, on n'a pas besoin d'enquête pour remarquer la disparition des greniers dans les enclos familiaux. 68.8 % de nos enquêtés déclarent souffrir sérieusement de cette baisse ; et de fait, rarement on avait vu le paysan se rendre au marché pour acheter la semence ! C'est donc une grande responsabilité pour le couple rural que de devoir tirer plus de subsistance d'un sol ingrat afin de nourrir sa

progéniture. Malgré qu'ils soient convaincus que ce n'est pas tant l'érosion que la surchange démographique qui les met en mauvaise posture, les couples ruraux restent désireux d'une nombreuse progéniture et apparemment ils ne sont pas prêts d'y renoncer.

La population peut-elle donc compter sur la politique démographique pour ménager son patrimoine, et sa santé et ainsi manger à sa faim? peut-être. C'est une entreprise de longue haleine, tout un projet de société. En effet le rôle de l'enfant, ainsi que les conditions difficiles dans lesquelles il grandit, lui ont donné une valeur inestimable, sacrée. Nous sommes persuadé que ce n'est pas par le discours qu'on pourra convaincre le paysan qu'il y a moyen de bien vivre avec une progéniture moins nombreuse.

2. L'ECONOMIQUE DE LA FECONDITE

En milieu rural, que l'enfant soit un bénéfice net, cela est une évidence. Bien des travaux ont montré l'importance de l'enfant, ainsi que la préférence de la société burundaise pour une progéniture nombreuse. Elle est même préférée à la richesse. Quand un paysan a beaucoup d'enfants, il a la richesse, il a tout. NAVAS et son équipe ont effectué des travaux au terme desquels ils ont trouvé que 95 % des personnes interrogées préfèrent la fécondité à la richesse (8). Une famille riche avec un enfant unique est rejetée par 79 % des enquêtés, qui préfèrent une famille nombreuse, féconde. Ceux qui sont en faveur de l'autre alternative n'oublient pas de signaler que cet enfant mettra au monde les enfants que son père n'aurait pas eus. Par ailleurs, la répercussion des grossesses multipliées sur la santé des mères n'est pas un obstacle à la multiparité. Parmi les femmes de 7 enfants interrogées par NAVAS et al, 87 % déclarent reconnaître les difficultés prévisibles associées à la venue au monde d'un enfant supplémentaire, mais le désirent quand même (9). De même, d'après notre enquête en milieu rural, 48.7 % des personnes interrogées trouvent que chaque enfant qui naît est toujours nécessaire, désirable. 63,7 % ne parviennent pas à justifier pourquoi malgré l'insuffisance des ressources, les gens persistent à engendrer beaucoup

d'enfants. 22,5 % seulement trouvent que les parents devraient engendrer le nombre d'enfants qu'ils sont capables d'éduquer.

Que de cohérence ! Maintenant, nous pouvons nous demander les motifs qui sont à l'origine de cette attitude si ferme à l'égard de la fécondité. Une analyse comparée des déterminants de la fécondité entre le milieu rural et le milieu urbain permettrait certainement de légitimer l'attitude du paysan.

2.1. Pauvreté et fécondité.

2.1.1. Agriculture et natalité

Traditionnellement, le paysan est riche s'il a beaucoup d'enfants, un grand troupeau et une vaste propriété. Ces trois éléments définissent un système de valeurs qui enferme le paysan dans une sphère d'économie familiale de subsistance antiprogrès. Le couple rural fera d'une nombreuse progéniture un but en soi pour pouvoir jouir d'un concours multiple à l'économie familiale. C'est une attitude que nous comprenons bien. D'après notre enquête en commune Kiganda, le paysan passe en moyenne 7.6 heures par jour à travailler le sol, mais le travail ne s'arrête pas là. Particulièrement au Burundi, la femme ne se repose que tard dans la nuit quand elle rejoint le lit. D'après les travaux de l'INADES, la femme burundaise se lève vers cinq heures du matin pour n'arrêter le travail que vers 21 heures du soir au terme d'une journée d'épuisement (10). Même enceinte, la femme burundaise ne modifie pas tellement son horaire de travail. N'en a-t-on pas vues qui accouchent en pleine activité dans les champs ? Si le paysan désire beaucoup d'enfants, c'est qu'il escompte en tirer un bénéfice. Nous avons effectué une régression avec les données recueillies sur le terrain, et apparemment, il s'établit une relation négative entre le temps de travail de la femme et le nombre d'enfants qu'elle a. D'après l'équation qui suit (11) :

TF_i (temps de travail de la femme) = 7.800 - 0.087 NE_i (nombre d'entants)

(0.55) (0.10) s_{bi} (écart-type)

(14.16) (-0.85) t_{bi} (test t.)

Cette relation voudrait donc dire que plus la femme a d'enfants, moins elle est surchargée. Si donc le couple rural engendre beaucoup d'enfants, c'est pour des motifs de répartition du travail. La fécondité doit être considérée comme une valeur qui dépasse le simple cadre de la reproduction humaine. Elle est bien liée à la fonction de production. En effet, dès son jeune âge, l'enfant du paysan est un travailleur bien intégré dans la division du travail au sein de la famille. A quatre ans déjà, les enfants sont capables d'alléger la peine de leurs mères (12).

Au Burundi, on le sait bien, le gardiennage des vaches est une tâche confiée aux enfants. Cette situation n'est pas particulière à notre société. La Banque Mondiale rapporte que dans les pays en voie de développement, le travail des enfants n'est pas une chose étrange. Ainsi, les jeunes javanais travaillent de 8 à 10 heures par jour à côté de personnes adultes. Les népalais de 6 à 8 ans passent leurs journées dans les montagnes derrière les troupeaux de vaches (13).

C'est certainement à cause de ces beoins en main-d'oeuvre que certains parents interdisent à leurs enfants d'aller à l'école. Il ne faut pas que le troupeau manque de gardien, ou que la mère soit trop surchargée.

Des enfants ayant commencé leur formation primaire peuvent être forcés d'y renoncer pour les mêmes motifs. Ou alors, obligés de choisir entre la formation de leurs enfants et leur main-d'oeuvre dont les avantages sont directement perceptibles, les parents décident la déviation de la formation. Ils aimeraient avoir des élèves agriculteurs et curieusement, ils y parviennent ! L'existence des écoles d'alphabétisation YAGAMUKAMA est une disposition qui met fin au dilemme. Les enfants qui les fréquentent n'y vont pas tous les jours de la semaine. Ils peuvent ainsi aider les parents de temps en temps. De cette façon, ces derniers gardent la conviction d'avoir trouvé une solution originale à deux problèmes contradictoires. Ou encore, ils décident de ne pas envoyer tous leurs enfants à l'école: généralement, l'aîné est sacrifié. Parfois aussi, un enfant interrompt sa formation pendant une

année ou deux, ou définitivement pour aider sa mère particulièrement surchargée. Voilà pourquoi nous avons trouvé de très bas niveaux et taux de formation en milieu rural, celà tant pour les hommes que pour les femmes. Les abandons sont également importants, comme il ressort du tableau ci-dessous.

NIVEAU D'EDUCATION DES HOMMES ET DES FEMMES A KIGANDA

Types	Années	Hommes			Femmes		
		fréquences	%		fréquences	%	
Sans éducation		27	33.8	33.8	40	50.0	50.0
YAGAMUKAMA		13	16.2	50.0	26	32.5	82.5
Primaire	1	0	0.0	50.0	0	0.0	82.5
	2	3	3.8	53.8	0	0.0	82.5
	3	7	8.8	62.6	1	1.2	83.7
	4	11	13.8	76.4	0	0.0	83.7
	5	10	12.5	88.9	11	13.8	97.5
	6	6	7.5	96.4	1	1.2	98.8
Secondaire	1	1	1.2	97.6	0	0.0	98.8
	2	1	1.2	98.8	1	1.2	100.0
	7	1	1.2	100.0	0	0.0	100.0
Total		80	100.0		80	100.0	

Source : Notre enquête en commune rurale de Kiganga.

Ces données traduisent que 11.1 % seulement des hommes ont pu achever le cycle primaire. 50.0 % n'y ont jamais été. Pour les femmes, la situation est encore plus grave. 2.4 % seulement ont pu achever le cycle de base. 82.5 % n'y ont jamais mis les pieds. 38.8 % des hommes contre 15.0 % des femmes ont abandonné le cycle en cours de route. Par contre, des deux côtés, les écoles d'alphabétisation ont relativement beacoup de clients: 32.5 % des femmes, contre 16.2 % des hommes. L'augmentation des connaissances n'est donc pas recherchée pour elle-même. Remarquons qu'il n'y a pas très longtemps, la scolarisation était purement et simplement

justifiée par la Communion Solennelle. A l'époque où elle était administrée à la fin de la cinquième année primaire, des parents mettaient un terme à la formation de leurs enfants qui avaient acquis cette communion. Ils jugeaient que ces derniers avaient acquis l'essentiel c'est-à-dire un stade donnant accès aux autres sacrements. Ils estimaient alors qu'il était temps qu'ils retournent au travail.

Pourtant, au quartier MUTANGA, la logique semble tout autre. La majorité des couples interrogés (65 %) déclarent que leurs enfants n'ont rien à faire à la maison. 14 % seulement trouvent que le travail exécuté par leurs enfants est d'une certaine importance. 21 % n'en disent rien.

NECESSITE DU TRAVAIL DES ENFANTS A MUTANGA

Réponses	fréquence
Nos enfants ne travaillent pas	65 %
Nos enfants travaillent	14 %
Sans réponse	65 %
Total	100 %

Source : Notre enquête au quartier de Mutanga.

L'écolier de Mutanga n'aura pas à collecter du bois de chauffage ou à puiser de l'eau en revenant de l'école. Les parents n'ont pas non plus de motifs qui les pousseraient à refuser la scolarisation à leurs enfants. C'est ainsi que dans ce quartier, nous avons trouvé des niveaux et taux de formation nettement différents de ceux de Kiganda. Tous les enfants en âge scolarisable ont été mis à l'école et nous n'avons constaté aucun cas d'abandon. Pourtant l'éducation coûte cher. Cette perception moindre de la valeur de l'enfant concourt certainement à différencier les niveaux de descendance entre les deux milieux à l'étude.

2.1.2. Le rôle sécurisant et statut social

On ne peut pas parler de la valeur de la fécondité et passer sous silence le rôle sécurisant de l'enfant. Pour pouvoir jouir de la fierté de voir plusieurs enclos autour du sien, le paysan cherchera à s'entourer d'une nombreuse progéniture de garçons. De la sorte, il aura la parole parmi les autres hommes dignes de ce nom et si quelqu'un tente de le léser, il a la défense assurée. Mais cette préférence du sexe fort n'est pac partagée par les deux conjoints ; situation qui relève de la division sociale du travail que connaît notre société. Le rôle des filles est toujours subordonné à celui des garçons et la société le reconnaît comme tel. Ceci ne veut pas dire nécessairement que les garçons travaillent plus que les filles. Elles sont même plus attachées aux travaux domestiques qu'eux en réalité. Considérés comme des héritiers, les garçons font l'objet d'une attention particulière de la part de leurs pères. Et les filles, conscientes de la dévalorisation dont elles font l'objet, n'hésitent pas à s'exprimer publiquement : "Ni umwarira w'inka..." Chanson populaire féminine. Il s'agit d'un véritable réquisitoire contre Dieu qui s'est trompé sur leur sexe. Elles trouvent qu'elles auraient dû être des garçons pour pouvoir hériter de leurs pères et ainsi exploiter la propriété paternelle. Capricieusement, la société a inventé un slogan pour bloquer leurs chances de promotion sociale. "Nta mashure y'abakobwa" (14).

De là naît une absence de communication entre les conjoints, que le mari exploite à son avantage. Il exige que sa femme travaille sérieusement et ne s'occupe pas des décisions. Nous avons constaté que que mari et femme n'échangent presque jamais leurs idées sur les problèmes de fécondité. Cela revient à dire que la décision revient toujours à l'homme. Dans ces conditions, on ne s'attendra pas à ce que le couple rural compte sur l'abstinence sexuelle pour gérer sa fécondité, s'il en avait l'envie. Cette méthode exige une collaboration entre les conjoints qui n'existe malheureusement pas en milieu rural. Cette absence de communication est en partie responsable de la haute fécondité au Burundi, et nous ne pouvons pas ne pas accuser l'analphabétisme de la population. C'est certainement à cause de lui que la population ne voit pas clair.

Nous aurions été étonné de trouver un niveau de communication entre les conjoints aussi bas à Mutanga. Bien au contraire, ce serait une amputation sérieuse à la vie du couple urbain de faire abstraction des problèmes qui font l'objet d'une vie à deux. C'est en fonction du niveau de progéniture que le couple se demande si le revenu familial suffit ou non, s'il y a moyen de constituer une épargne ou non. Par surcroît,, les couples urbains peuvent faire du bien-être un objectif en soi. C'est ce que nous avons constaté lors de notre travail de terrain (voir plus loin). Ils sont conscients que le niveau de progéniture influe sur le bien-être familial.

Si donc les parents s'enferment dans le mutisme et que le père garde dans son for intérieur la conviction qu'il faut avoir des garçons pour sa sécurité, et la mère des filles pour alléger son fardeau, il est normal qu'il en résulte une augmentation du niveau de la fécondité. D'après une étude en cours, menée en milieu rural par le CEDED (Centre d'Etudes Démographiques pour le Développement) le modèle de fécondité du Burundi serait en faveur d'une nombreuse progéniture. Elle serait davantage rendue importante par la préférence des femmes pour les filles. Il semble donc que le modèle de fécondité est conçu pour pallier à la médiocrité de la technologie. La société burundaise n'a connu ni charrue, ni bête de somme. Elle a toujours compté sur le seul effort musculaire pour produire.

2.1.3. Une éducation pas trop exigeante

A la disposition que l'enfant est un travailleur en milieu rural s'en ajoute une autre : le faible coût de son éducation. En ville, quand une naissance s'annonce, les parents commencent à se faire du souci à propos de l'éducation du nouveau venu. Mais en milieu rural, c'est bien connu, nos parents ne s'embarrassent pas de raffinements à l'endroit de leurs enfants. L'alimentation du bébé se fait au lait maternel jusqu'au 7ème ou 8ème mois où commence la supplémentation alimentaire. C'est alors que le bébé commence à s'habituer une fois pour toutes au plat commun. La nourriture sera préparée routinièrement sans attention particulière. Le lait en poudre ne fait pas partie du régime alimentaire du bébé paysan et

il n'y a pas de raison qu'il en soit ainsi. La mère a toujours la possibilité d'allaiter son enfant, puisqu'elle ne s'en sépare jamais. Le médecin G. Legrain a constaté après une étude auprès de plus de 2300 bébés dans le secteur médical de Muramvya que 70 % des bébés ruraux sont toujours nourris au sein à 24 mois. De même, d'après notre enquête, 31.3 % des mères interrogées n'ont pas besoin d'aide pour prendre soin de leurs enfants pendant qu'elles travaillent. Elles s'en occupent elles-mêmes en même temps. 68.7 % recourent à l'aide familiale et dans tous les cas, il n'y a pas de sortie d'argent. Ni lait en poudre, ni bonne. C'est donc une éducation à peu de frais ! Nous pouvons affirmer sans risque d'erreur que les parents ruraux ne perçoivent pas à proprement parler le coût de l'éducation de l'enfant. L'habillement de ce dernier est un critère révélateur de la qualité des soins des enfants en milieu rural. Certains enquêtés ont répondu qu'ils n'achètent d'habits à leurs enfants que quand les autres sont usés.

Pourtant à Mutanga, il en va autrement. Les soins accordés à l'enfant n'ont rien avoir avec ceux accordés au bébé paysan. La venue au monde d'un enfant coûte cher aux parents. C'est un coût qui ne peut pas échapper à leur attention. Une mère fonctionnaire sait bien qu'elle ne peut continuer à travailler que si elle engage une bonne pour s'occuper de son bébé pendant son absence. Or, nous avons pu constater qu'à Mutanga, les bonnes touchent en moyenne 3.000 francs burundais par mois. Cette somme est fort sousestimée. En effet, la bonne est désormais intégrée dans la famille qui accepte sa charge ! En supposant qu'elle occasionne des dépenses supplémentaires de 100 francs par jour en moyenne, son salaire effectif devient 6.000 francs par mois. D'autre part, en moyenne un bébé de moins de un an coûte mensuellement 2000 francs, sans compter l'équipement nécessaire à sa venue au monde. En composant les deux types de coût, nous pouvons fixer les dépenses associées à la naissance d'un enfant à 8000 francs par mois. Rapportée au revenu moyen des ménages de Mutanga, cette somme représente 14 % de ce revenu. Pour ces ménages, la baisse du niveau de vie est sensible. Plus ils auront d'enfants, plus ils dépenseront. Ils ne pourront donc pas engendrer des enfants à la moindre commande de l'instinct sexuel. Ils tiendront compte de la répercussion des naissances sur l'équilibre familial.

2.3.4. Mortalité infantile et natalité

L'éducation à peu de frais, telle que nous venons de la voir en milieu rural, n'est pas sans contrepartie. Les enfants d'abord, puis les mères en payent les frais. A cause d'une mauvaise hygiène, les bébés attrapent très jeunes des microbes et des vers. N'a-t-on pas vu souvent des mères laisser leurs enfants se rouler dans la boue, voire en manger sans la moindre indignation de leur part. La tradition a inventé une réponse toute fait pour ceux qui seraient allergiques au spactacle : "Nta mwirabura yicwa n'umucafu" (15). Il apparaît donc que le paysan ne sait pas exactement contre quoi il doit se défendre. Le monde de l'infinimment petit lui échappe. Les virus, les microbes ne signifient pas beaucoup de chose pour lui. Il lui est donc facile de négliger de se préoccuper de "l'invisible". Par dessus tout, l'alimentation du bébé n'est pas équilibrée non plus. Alors, de ces conditions de vie résulte un taux de mortalité infantile élevé, qui participe à la valorisation de l'enfant. Les mères prêtes à gagner la compétition contre la mort en exploitant leur capacité reproductive deviennent des véritables machines à grossesses. Ceci crée le cycle haute mortalité infantile - haute natalité, bien connu par la société burundaise.

Le problème de la mortalité infartile élevée ne se pose pas autant en milieu urbain qu'en milieu rural. Pour nos deux échantillons, le constat est qu'il y a plus de cas de décès d'enfants à Kiganda qu'à Mutanga. La fécondité ne suscite donc pas les mêmes appréhensions dans les deux milieux et il nous est permis d'affirmer que la misère est pour beaucoup dans la détermination du niveau du taux de mortalité.

IMPORTANCE DES DECES D'ENFANTS A KIGANDA ET A MUTANGA

Groupes d'âge	KIGANDA					MUTANGA				
	Nbre de femmes	Nbre total d'enfants	Cas de décès	Décès par femmes	Nbre total d'enfants par femme	Nbre de femmes	Nbre total d'enfants	Cas de décès	Déces par femmes	Nbre total d'enfants par femme
-20	1	6	1	1.0	6.0	-	-	-	-	-
20-24	5	12	3	0.6	2.4	3	3	-	-	3
25-29	15	50	4	0.3	3.3	54	101	1	0.0	1.9
30-34	13	65	6	0.5	5.0	13	47	-	-	3.6
35-39	13	73	4	0.3	5.6	5	25	-	-	5.0
40-44	7	29	4	0.6	4.1	1	6	1	1.0	6.0
45-49	11	65	1	0.1	5.9	2	13	1	0.5	6.5
50-54	7	45	4	0.6	6.4	-	-	-	-	-
55-59	3	22	1	0.3	7.3	-	-	-	-	-
60-64	3	21	5	1.7	7.0	-	-	-	-	-
Total	78	388	33	0.4	5.0	78	205	3	0.04	2.6

Source : Notre enquête à Kiganda et à Mutanga.

En faisant abstraction des groupes d'âges des femmes qui n'ont pas d'effectif à Mutanga, nous trouvons une différence sensible entre les niveaux de mortalité. A Kiganda une femme perd 0.36 enfant en moyenne, alors qu'à Mutanga elle en perd 0.04. Ceci ne veut pas dire nécessairement qu'en milieu rural les parents perdent neuf fois plus d'enfants qu'en milieu urbain. Mais cette différence traduit que les couples ruraux ont une cause réelle de désirer beaucoup d'enfants. Parce que, logiquement il n'y a rien qui empêcherait le couple de Mutanga d'observer le principe du remplacement si sa progéniture était aussi hypothéquée. Il semble qu'en milieu rural plus les mères perdent d'enfants, plus elles en engendrent, d'après la relation suivante :

NE_i (nombre d'enfants vivants) $= 4.55 + 0.514\ D_i$ (nombre de décès d'enfants)

(0.281) (0.196) s_{bi} (écart-type)

(16.165) (2.613) t_{bi} (test)

Tous les éléments cités, ainsi que bien d'autres... créent une différence de fécondité entre les deux milieux, et nous ne pouvons pas blâmer le paysan pour sa préférence d'une nombreuse progéniture. Si à Kiganda, les femmes interrogées ont en moyenne 4.6 enfants, c'est que ces derniers sont des producteurs, des héritiers, des éléments de sécurité..., et qu'il ne coûte presque rien de les éduquer. Si par ailleurs, à Mutanga, les femmes interrogées correspondant aux mêmes groupes d'âge avaient plus de 2.6 enfants, elles payeraient plus pour leur éducation. De surcroît, il n'est pas évident qu'elles profiteraient tellement de leur progéniture. Nous pouvons donc dire qu'en ville engendrer des enfants c'est produire des consommateurs, situation contraire au milieu rural. Un ménage qui tient à l'équilibre familial ne peut pas trouver encourageant d'engendrer des enfants sans décision préalable.

2.1.5. Le planning familial pourquoi ?

Maintenant, nous pouvons nous demander si malgré cette logique socio-économique qui explique le comportement pronataliste des masses, le pays peut compter sur le planning familial pour nourrir sa population et ménager ses ressources. Il est évident que la femme a besoin d'éviter la peine des grossesses multipliées. D'autre part, pour le bien-être de tous, il nous faut des terres moins parcellisées, moins surexploitées et des familles moins surchargées.

Apparement, le paysan est peu concerné par le planning familial, mais manifestement, depuis qu'il en a pris connaissance, il est entre deux positions. Verbalement, il est en bons termes avec le malthusianisme, mais quand il s'agit de passer à la pratique il se désiste tout bonnement. Sans doute que s'il était bien informé, s'il était moins dépendant de l'enfant, et si la croissance de ce dernier n'était pas hypothéquée, il comprendrait la nécessité du planning familial.

Au-delà du pragmatisme économique, nous ne pouvons pas manquer d'accuser l'analphabétisme qui empêche les gens de voir clair. C'est ainsi que nous avons observé que certaines mères parmi nos enquêtées

trouvent qu'elles peuvent être enceintes autant qu'elles veulent sans inconvénient. De même, nous avons vu qu'antérieurement, NAVAS et al. ont constaté que les mères supportent facilement, non sans fatalisme, les complications de la multiparité. Si l'enfant ne cause pas de problème économique au sein du ménage et que la mère ne perçoit pas la répercussion des grossesses multipliées sur sa santé, comment les couples attacheraient-ils d'intérêt à la planification familiale ? C'est pourquoi nous avons trouvé que très peu de femmes connaissent les méthodes de planification familiale. Généralement, c'est l'abstinence sexuelle qui revient souvent, mais nul n'ignore qu'elle est difficile à observer même pour les personnes instruites. Cet état d'ignorance est une situation stationnaire. J.P. ROBATEL et al. avaient déjà constaté lors de leurs travaux (1974) que les filles ignorent totalement leur corps. Certainement qu'elles ne sont pas plus avancées aujourd'hui, puisque rien ne semble avoir modifié le niveau des connaissances. Autant alors sera justifiée l'absence d'intérête vis-à-vis des services de planning familial. D'après nos travaux de terrain, 70 % des enquêtés en milieu rural savent qu'il existe des services de planning familial, mais très peu d'entre eux s'y rendent. De même, 91.3 % des hommes disent accepter que leurs femmes pratiquent le planning familial, mais il n'est pas évident qu'ils accepteraient qu'elles s'y rendent librement. En effet, alors que

EFFETS DES GROSSESSES MULTIPLIEES

Réponses	fréquence
Néfastes pour la santé matérnelle et infantile	66.3 %
Aucun effet	26.2 %
Ne sait pas	7.5 %
Total	100.0 %

Source : Notre enquête à Kiganda

58.2 % des enquêtés ruraux ont déjà exprimé le désir d'éviter une naissance, 26.2 % seulement contre 67.3 % ont déjà procédé à l'essai. En acceptant donc verbalement le planning familial, les couples interrogés se sont rendus responsables d'une incohérence. Et une fois de plus, ils ont extériorisé leur attachement à l'enfant. Le fait que le désir d'éviter une naissance chez les couples ne justifie pas la tentative de procéder à l'essai traduit peut-être que la question est superflue pour eux (16). Un conflit de cette ampleur ne serait-il peut-être pas le fruit d'une mauvaise compréhension des problèmes de fécondité ?

Toutefois, il est quand même intéressant de constater que les mères tiennent à leur santé ainsi qu'à celle de leurs enfants. Apparemment, les motifs de santé priment sur les motifs économiques. A notre avis, la santé est une motivation de poids qui pourrait amener les couples à désirer moins d'enfants. Au cours de notre enquête, 41.3 % des personnes interrogées trouvent qu'il faut adopter le planning familial pour éviter le problème des naissances rapprochées. Et bien avant de percevoir les problèmes économiques, les gens souhaitent être informés. Ainsi 42.5 % aimeraient connaître les méthodes de planning familial pour comprendre purement et simplement. 10.0 % avancent des raisons diverses, et 6.2 % n'ont pas d'avis. Les conclusions du médecin Legrain confirment nos analyses. Il a recueilli des informations dans les secteurs médicaux sur la même question et c'est toujours la santé qui prime. 70 % des demanderesses des services de planning familial trouvent qu'il faut planifier les naissances pour ménager leur santé. 58 % arguent la santé de l'enfant. 49 % avancent les motifs économiques, tandis que 38 % pensent que leur famille a atteint la dimension voulue (17).

MOTIFS DE PLANIFICATION FAMILIALE D'APRES LES DIFFERENTES SOURCES

Motifs	fréquence	Motifs	fréquence
Problèmes des naissances rapprochés	41.3 %	Santé maternelle	70 %
Pour mieux comprendre	42.5 %	Santé de l'enfant	58 %
Autres raisons	10.0 %	Raisons économiques	49 %
Sans réponse	6.2 %	Dimension familiale voulue atteinte	38 %
Total	100.0 %	Espacement des naissances	33 %

De là, nous concluons qu'une infrastructure sanitaire plus développée en milieu rural peut aider à résoudre les problèmes démographiques du Burundi. Elle aiderait les parents à n'avoir plus besoin d'engendrer beaucoup d'enfants pour atteindre un niveau de progéniture qui les satisfait. Cette démonstration serait appuyée par une sensibilisation de la population sur les avantages à tirer du planning familial.

2.1.6. Mode de vie et natalité

Bien d'autres facteurs contribuent à différencier les niveaux de progéniture entre les deux milieux à l'étude. Ainsi, le mode de production urbain ne permet pas la contribution des enfants au revenu familial. Ils coûtent cher aux parents qui doivent les habiller, leur payer les études, mais ils ne leur rapportent rien, pratiquement. Par exemple, nous n'avons trouvé à Mutanga un seul ménage qui a des enfants en âge scolaire mais qui n'étudient pas. Pas plus qu'ils ne sont contraints d'abandonner l'école pour aider les parents. Dès lors y a-t-il une raison que les couples en question se mettent à engendrer des enfants dont ils ne perçoivent pas les avantages ? Nous pouvons affirmer avec A. MATTELART que "la taille de la famille et du volume de la population est révélatrice du système de valeurs à travers lequel ils (les individus) percoivent et se représentent le monde" (18). En tout cas, c'est ce qui semble être le fond de la différence entre les deux milieux.

Il sera donc normal qu'à Mutanga les parents cherchent plus qu'à Kiganda à administrer leur fécondité. Le fait que la progéniture ne contribue ni à la production, ni à la sécurité (ou du moins pas tellement comme en milieu rural), diminue la valeur de l'enfant vis-à-vis des parents. Le rôle sécurisant des enfants est perçu par les parents d'après leur incapacité à subvenir à leurs besoins pendant leur vieillesse. Or, dans les milieux urbains, même les petits travailleurs salariés ont la possibilité de subvenir à leurs besoins une fois vieux par l'intermédiaire des diverses caisses d'épargne, d'assurance, de solidarité... Dans ces milieux, les parents coupables d'une progéniture nombreuse - dirait un avocat du malthusianisme - ne peuvent pas invoquer les motifs de sécurité ou d'aide familiale.

Il est difficile de parler du mode de vie et de faire abstraction du coût de la vie dans le contexte présent. C'est un autre critère de poids susceptible d'influencer les comportements. Ainsi, l'économie de subsistance cadre bien avec la notion d'élasticité en milieu rural. Elle est caractérisée par l'absence du coût monétaire de bien des opérations chez les paysans. Ils en perdent la notion de calcul économique, ainsi que celle de dimension. D'après notre enquête les enfants à Kiganda ne causent de problèmes économiques qu'en période de crise alimentaire. En période normale il suffit de faire un petit tour dans la propriété pour trouver de quoi des nourrir. A Mutanga, il en va autrement: les ménages dépensent, et plus ils sont étendus plus les dépenses sont importantes. En moyenne, ils dépensent 81.5 % de leur revenu mensuel pour satisfaire leurs besoins élémentaires. Il est alors normal qu'ils raisonnent en termes relatifs en confrontant directement ou indirectement le nombre d'enfants et le niveau du revenu. C'est ainsi que 75 % des couples urbains de Mutanga enquêtés admettent que la taille de la famille et son équilibre économique sont en relation négative. Cette constatation se manifeste dans les réponses des enquêtés aux questions relatives au bien-être familial.

La contrainte d'espace réunit les opinions les plus controversées. 40.0 % des personnes interrogées sont d'accord sur le fait que la

dimension de la maison peut influencer le choix du couple sur le niveau de sa progéniture. 51.2 % sont convaincues du contraire. Pour ces dernières, les enfants peuvent dormir ensemble, l'essentiel étant qu'ils aient du pain. Les autres n'arguent pas le pain, mais ne trouvent pas non plus cette solution satisfaisante. D'après elles, il faudrait plutôt construire une autre maison "si les enfants deviennent nombreux".

LA DIMENSION DE LA MAISON PEUT-ETRE INFLUENCER LA DECISION DES PARENTS SUR LE NOMBRE D'ENFANTS ?

Réponses	Fréquence
Non	51.2 %
Oui	40.0 %
Ne sait pas	8.8 %
Total	100.0%

source : Notre enquête à Mutanga

Que de divergences ! Il aurait été sans doute intéressant pour nous de savoir où commence et où s'arrête la notion d'élasticité dans l'esprit des enquêtés qui pensent qu'il faut se serrer pour résoudre le problème d'espace. Toutefois, il nous appartient de leur rappeler que le confort, le bien-être font partie de l'éducation des enfants.

Il est évident qu'un individu peut toujours trouver de la place dans une maison, il suffit de faire abstraction de la notion de la relativité ; la maison est vaste. Mais, pour une petite boîte comme un véhicule, les choses vont autrement. La relativité des dimensions devient actuelle et cette fois-ci, les couples acceptent que la capacité du véhicule peut bel et bien influencer la décision du couple sur la dimension de la famille.

Voilà donc la notion d'élasticité qui fausse la vue chez le paysan, alors qu'elle est mieux comprise par le couple citadin. C'est certainement cette perception de la diminution potentielle du bien-être familial qui amène les couples à s'intéresser au planning familial. Aussi avons-nous trouvé dans ce quartier une population informée et favorable au

planning familial. 85 % des personnes interrogées affirment que le programme du planning familial est accepté favorablement. 65 % l'observent avec intérêt. Le degré d'information y est de loin supérieur à celui du milieu rural enquêté. Presque 100 % de l'échantillon connaissent au moins une méthode de planning familial. 90 % en connaissent plusieurs.

METHODES CONTRACEPTIVES CONNUES A MUTANGA

Réponses	Fréquence
Plusieurs	90.0 %
Stérilet	3.8 %
Pilule	5.0 %
Ne sait pas	1.0 %
Total	100.0%

source : Notre enquête à Mutanga

De même, à Mutanga, les gens sont moins convaincus qu'à Kiganda que, quand un enfant naît, il est toujours désirable.

PENSEZ-VOUS QUE CHAQUE FOIS QU'UN ENFANT NAIT IL EST DESIRABLE ?

Réponses \ Fréquence	Kiganda	Mutanga
Oui	48.7 %	25.3 %
Non	51.3 %	74.7 %
Oui	100.0 %	100.0 %

Source : Notre enquête à Kiganda et à Mutanga

74.7 % des personnes enquêtées à Mutarga n'acceptent pas une aberration pareille. Plus que le paysan, le fonctionnaire urbain aurait du mal à justifier une nombreuse progéniture. Il ne peut pas accepter le principe selon lequel un Murundi n'a jamais suffisamment d'enfants.

Cette nouvelle conception de la famille appartient à une catégorie de parents instruits, fort influencés par la culture occidentale. Directement ou indirectement, l'éducation impose aux personnes qui y souscrivent le mode de comportement européen. Le couple urbain plus instruit que le couple rural pratique le principe de la moyenne, tant pour les idées que pour les comportements. Il a embrassé la notion de la famille réduite, ainsi que toutes les implications économiques dont elle se double. C'est alors que certaines coutumes deviennent inadmissibles dans la société. L'ouverture d'horizons chez les individus, permise par la mise ensemble des idées et les diverses influences, les amène à devenir moins ethnocentriques.

L'éducation ne joue pas que sur les idées. Fait observable, elle exerce une influence négative sur le niveau de fécondité. Tant pour les hommes que pour les femmes, nous avons trouvé qu'à Mutanga le niveau d'éducation est en relation négative avec le niveau de progéniture.

$$N_i = 5.64 - 0.19\ EH_i$$
$$(1.46)\ (0.09)$$
$$(3.86)\ (-2.18)$$

et

$$N_i = 4.17 - 0.14\ EF_i$$
$$(0.91)\ (0.07)$$
$$(4.53)\ (-1.86)$$

où N_i = nombre d'enfants

EH_i = niveau d'études de l'homme

EF_i = niveau d'études de la femme

Ces relations voudraient dire que plus les parents ont étudié, moins ils ont d'enfants (19). Plus apparent encore, l'éducation exerce un effet

de retard sur l'âge au mariage. Les quelques femmes de Mutanga interrogées se sont mariées en moyenne à 22.5 ans alors que celles de Kiganda ont contracté leur union à 19.7 ans. Pour la société, cet écart d'un peu moins de trois ans (2.8 ans) est significative. Elle correspond à une avance dans la vie féconde de la femme paysanne sur la femme urbaine. En effet, dans les conditions normales, la femme rurale aura au moins un enfant quand la femme urbaine contractera son union. Plus encore, cette dernière n'est peut-être pas pressée de se trouver enceinte, étant donnés les facteurs auxquels nous avons fait allusion.

CONCLUSION

Si nous en croyons J.E. KOCHER (20), les enfants procurent à leurs parents trois types d'utilité. Primo, ils sont une source d'agrément personnel, un bien de consommation. Secundo, ils sont une ressource productive qui contribue au revenu familial. Tertio, ils sont un gage de sécurité pour les parents au soir de leur vie. A Mutanga, la première valeur est acceptable, mais pour les deux autres, ce n'est pas évident. En effet, tout porte à croire que plutôt que d'être des producteurs, les enfants procurent une certaine désutilité, économiquement parlant. Peut-on donc s'attendre à une même attitude à Kiganda vis-à-vis de la progéniture ? Non: là, les parents dépendent sérieusement des enfants. Le modèle de fécondité y est fort lié avec la fonction de production.

Il nous paraît donc qu'on ne peut pas chanter la vieille rengaine du planning familial au paysan sans analyser la réalité qu'il vit. Pourra-t-il arrêter de valoriser l'enfant au travail qu'il exécute ? Certainement, mais il faudra d'abord diminuer la contribution de ce dernier au revenu familial sans pour autant baisser celui-ci. Ainsi une amélioration des conditions de vie des masses est un grand pas en avant dans la baisse du niveau de fécondité. Nous sommes persuadé que, si la femme était moins surchargée, elle remarquerait avant n'importe qui qu'il est bénéfique d'engendrer peu d'enfants. Si elle pouvait moudre le grain avec moins d'effort, si les problèmes de transports étaient résolus..., les mères recourraient moins au travail des enfants. En effet,

travailleuse infatigable, la mère a appris à s'accommoder des dangers et des douleurs des grossesses multipliées, afin d'alléger son fardeau. C'est de là que nous concluons que l'abolition de la pauvreté est une contribution importante à la réussite de la politique démographique.

NOTES ET REFERENCES

(1) Parti UPRONA (1983) "La politique de la planification familiale et du contrôle démographique". Ndarangavye, n° 7, p. 1

(2) Banque Mondiale (1984) Rapport sur le développement économique dans le monde 1984, Washington, D.C. p. 288

(3) Banque Mondiale (1984) : op. cit., p. 286

(4) Ibidem

(5) PICHAT, J.B. (1966) "Evolution et croissance démographique" Revue International Conciliation, n° 556, pp. 7-9

(6) CALDWELL, J.C. & OKONJO, C. (1968) La population de l'Afrique Tropicale. New-York : The Population Council, p. 417

(7) Notre interprétation

(8) NAVAS, J. et al. (1977) Famille et fécondité au Burundi. Bujumbura : Centre de Recherches Socio-religieuses de l'Episcopat et Université du Burundi : Faculté des Sciences Economiques et Administratives, pp. 49-51.

(9) NAVAS, J. et al. (1977) : op. cit., p. 69

(10) INADES - Formation Burundi (1979) : "Les femmes qui travaillent plus que les hommes, Agripromo, n° 27, p. 4

(11) Le test de l'écart-type peut ne pas être significatif pour le coefficient de la variable, NE_i, mais nous nous intéressons davantage au sens de la relation.

(12) Ministère du Travail et de la Formation Professionnelle (1984). "Evolution de l'emploi au cours du plan quinquennal 1983-1987". Revue de statistique du Travail, n° 4, annexe 1, complément statistique, pp. 107-112.

(13) Banque Mondiale (1984) : op. cit., p. 56.

(14) Slogan à l'endroit de filles comme quoi il ne sert à rien pour elles d'étudier. Elles doivent donc rester auprès de leurs mères et les aider à travailler.

(15) Slogan courant d'après lequel un noir ne succombe pas suite aux mauvaises conditions d'hygiène.

(16) D'après les rapports d'activités du Projet Intégré de PMI-PF-ES, très peu de personnes acceptent pratiquement d'observer le planning familial en milieu rural, en général.

(17) Les pourcentages ne sont pas complémentaires par rapport à 100 %, car chaque répondant avait la possibilité de citer plusieurs éléments à la fois.

(18) MATTELART, A. (1967). Géopolitique du contrôle des naissances. Paris : Editions Universitaires. p. 87.

(19) Les trois variables mises ensemble nous donnent une relation qui respecte le signe. $N_i = 6.617 - 0.166\ EH_i - 0.104\ EF_i$

(1.584) (0.087) (0.068)
(4.178) (-1.904) (-1.532)

(20) KOCKER, E.J. (1983), Développement rural, répartition du revenu et baisse de la fécondité. New York : The Population Council, p. 73

Centre Universitaire de Recherche pour le Développement Economique et Social

Référence bibliographique des Cahiers du CURDES

Pour citer cet article / How to citate this article

NSABIMANA Audace, Démographie et développement économique au Burundi : une étude comparée entre un milieu rural et un milieu urbain, pp. 39-63, Cahiers du CURDES n° 6, Mars 1988.

Contact CURDES : curdes.fsea@yahoo.fr